



CONSEIL D'ÉTAT
section de législation

RAAD VAN STATE
afdeling Wetgeving

avis 79.404/4
du 17 juin 2026

advies 79.404/4
van 17 juni 2026

sur

over

un avant-projet de loi
'modifiant la loi du
15 décembre 1980 sur l'accès
au territoire, le séjour,
l'établissement et
l'éloignement des étrangers en
ce qui concerne les travailleurs
hautement qualifiés et diverses
dispositions'

een voorontwerp van wet 'tot
wijziging van de wet van
15 december 1980 betreffende
de toegang tot het
grondgebied, het verblijf, de
vestiging en de verwijdering
van vreemdelingen, wat betreft
hooggekwalificeerde
werknemers en diverse
bepalingen'

Le 18 mai 2026, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par la Ministre de l'Asile et de la Migration, et de l'Intégration sociale, chargée de la Politique des Grandes villes à communiquer un avis dans un délai de trente jours sur un avant-projet de loi 'modifiant la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers en ce qui concerne les travailleurs hautement qualifiés et diverses dispositions'.

L'avant-projet a été examiné par la quatrième chambre le 17 juin 2026. La chambre était composée de Bernard BLERO, président de chambre, Géraldine ROSOUX et Dimitri YERNAULT, conseillers d'État, Philippe DE BRUYCKER, assesseur, et Anne-Catherine VAN GEERSDAELE, greffier.

Le rapport a été présenté par Xavier MINY, auditeur.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise de l'avis a été vérifiée sous le contrôle de Géraldine ROSOUX.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 17 juin 2026.

*

Op 18 mei 2026 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Minister van Asiel en Migratie, en Maatschappelijke Integratie, belast met Grootstedenbeleid verzocht binnen een termijn van dertig dagen een advies te verstrekken over een voorontwerp van wet 'tot wijziging van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen, wat betreft hooggekwalificeerde werknemers en diverse bepalingen'.

Het voorontwerp is door de vierde kamer onderzocht op 17 juni 2026. De kamer was samengesteld uit Bernard BLERO, kamervoorzitter, Géraldine ROSOUX en Dimitri YERNAULT, staatsraden, Philippe DE BRUYCKER, assessor, en Anne-Catherine VAN GEERSDAELE, griffier.

Het verslag is uitgebracht door Xavier MINY, auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Géraldine ROSOUX.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 17 juni 2026.

*

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973, la section de législation limite essentiellement son examen à la compétence de l'auteur de l'acte, au fondement juridique [‡] ainsi qu'à l'accomplissement des formalités prescrites, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées.

OBSERVATION PRÉALABLE

L'avant-projet à l'examen vise principalement à transposer partiellement la directive (UE) 2021/1883 du Parlement européen et du Conseil du 20 octobre 2021 'établissant les conditions d'entrée et de séjour des ressortissants de pays tiers aux fins d'un emploi hautement qualifié, et abrogeant la directive 2009/50/CE du Conseil'. Comme l'a confirmé la déléguée, il tend également à assurer la transposition partielle de la directive (UE) 2016/801 du Parlement européen et du Conseil du 11 mai 2016 'relative aux conditions d'entrée et de séjour des ressortissants de pays tiers à des fins de recherche, d'études, de formation, de volontariat et de programmes d'échange d'élèves ou de projets éducatifs et de travail au pair (refonte)' et de la directive 2014/66/UE du Parlement européen et du Conseil du 15 mai 2014 'établissant les conditions d'entrée et de séjour des ressortissants de pays tiers dans le cadre d'un transfert temporaire intragroupe'.

Pour contrôler qu'une directive est correctement et complètement transposée, il y a lieu d'établir un tableau de correspondance entre les articles de la directive et ceux de l'acte de transposition et vice-versa. Pour assurer l'effectivité de ce contrôle, il importe que ces tableaux – exacts en tous points – soient joints à la demande d'avis adressée à la section de législation ¹.

Or, le tableau transmis à la section de législation comprend des erreurs et ne répond dès lors qu'imparfaitement à ces exigences.

En effet, le tableau ne présente pas les articles dans l'ordre de leur numérotation, est incomplet et ne fait pas référence, par exemple, au fait que l'article 25 de l'avant-projet tend à transposer l'article 20 de la directive (UE) 2021/1883. En outre, le tableau ne fait pas mention des directives (UE) 2016/801 et 2014/66/UE que l'avant-projet vise également à transposer partiellement.

Le tableau de transposition sera revu et complété conformément aux principes ci-dessus rappelés.

FORMALITÉS PRÉALABLES

Il ressort des explications de la déléguée qu'une nouvelle demande d'avis a été adressée à l'Autorité de protection des données mais que celle-ci n'a pas encore donné son avis.

[‡] S'agissant d'un avant-projet de loi, on entend par « fondement juridique » la conformité aux normes supérieures.

¹ *Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, www.raadvst-consetat.be, onglet « Technique législative », recommandations 191 à 194.

Si l'accomplissement de cette formalité devait encore donner lieu à des modifications du texte soumis au Conseil d'État sur des points autres que de pure forme et ne résultant pas des suites réservées au présent avis, les dispositions modifiées ou ajoutées devraient être à nouveau soumises à l'avis de la section de législation conformément à l'article 3, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, des lois coordonnées 'sur le Conseil d'État'.

OBSERVATIONS PARTICULIÈRES

Article 2

Il sera également fait mention des directives (UE) 2016/801 et 2014/66/UE que l'avant-projet vise également à transposer partiellement.

Article 6

Interrogée sur la question de savoir si l'habilitation faite au Roi de dispenser certaines catégories d'étrangers de l'obligation d'être inscrit dans les registres visait exclusivement des étrangers séjournant plus de trois mois en Belgique, la déléguée a répondu :

« Oui, uniquement dans le cadre d'un long séjour. Il faut par contre prendre en compte que dans le cadre du court séjour, le séjour n'est pas calculé par État membre mais pour toute l'Union. Une personne dès lors, qui réside dans chaque EM pendant max. 90 jours mais dont le séjour dans l'Union dépasse les 90 jours doit recevoir un Long Séjour dans un des EM. [...] Les deux autres exemples sont des catégories qui résident en Belgique pour plus de 90 jours mais qui sont très mobiles (autant en Belgique que qui voyagent souvent) et qui n'ont pas toujours d'adresse fixe en Belgique ».

Ces éléments figureront utilement dans le commentaire de l'article.

Article 7

1. La phrase liminaire mentionnera que l'article 13 a été « remplacé par la loi du 8 juillet 2011 » et non « inséré par la loi du 15 décembre 2006 ».

2. Au 2°, il y a lieu de renvoyer « à l'article 10*bis*, §§ 2 à 6 » plutôt qu'« à [l']article 10*bis*, §§ 2-6 »

La même observation vaut pour le 5°.

Article 8

Dans la phrase liminaire, les mots « la loi du 21 novembre 2017 » seront remplacés par les mots « la loi du 19 mars 2014 ».

Article 9

1. Dans la phrase liminaire, les mots « la loi du 21 aout 2022 » seront remplacés par les mots « la loi du 18 juillet 2025 ».

2. Afin d'assurer la lisibilité du dispositif, l'auteur de l'avant-projet s'assurera qu'il n'y a pas lieu de définir les notions de « premier État membre » et de « deuxième État membre » de manière analogue à ce qui est prévu actuellement, pour l'application de certains chapitres, dans la loi du 15 décembre 1980 'sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers' ².

Articles 10 et 11

1. L'article 61/1/9, § 2, alinéa 2, en projet prévoit que « [l]a demande doit être complète lors de son introduction ». L'article 61/1/10, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, en projet énonce pour sa part que « [s]i la demande n'a pas été introduite dans le délai prévu à l'article 61/1/9, § 1^{er}, et/ou si l'étudiant ne produit pas tous les documents visés à l'article 61/1/9, § 2, le bourgmestre ou son délégué, ou, selon le lieu où la demande a été introduite, le ministre ou son délégué, refuse de prendre cette demande en considération ».

Interrogée sur la portée de ce principe au regard de l'article 34, paragraphe 3, de la directive (UE) 2016/801 et sur l'absence de dispositif permettant, le cas échéant, d'inviter le demandeur à produire les pièces manquantes dans un délai raisonnable, la déléguée a répondu :

« Selon notre lecture, les directives européennes en matière de migration légale partent du principe d'un dossier complet (cf art. 34.1 in fine de la directive 2016/801 : '[...] à compter de l'introduction de la date de la demande complète'). Le paragraphe 3 de cet article, qui se réfère à la possibilité de compléter la demande, parle de suspension du délai pour prendre une décision, alors que ce dernier ne commence à courir qu'à partir du moment que la demande est complète. Cette disposition est transposée dans les articles 61/1/12, § 1^{er}, et 61/13/13, § 5, modifiés de la loi. Le fait qu'une demande est complète (c'est à dire que, pour chaque condition, une preuve a été ajoutée à la demande), ne veut en effet pas dire que plus d'informations ne sont pas nécessaire pour prendre une décision. Ceci vaut déjà pour les statuts qui suivent une procédure unique (travailleurs, saisonniers, travailleurs ICT, chercheurs, carte bleue, ...). À noter qu'il est actuellement envisagé de mettre en œuvre ce principe du dossier complet dès l'introduction de la demande dans d'autres statuts de séjour ».

Cette réponse ne paraît cependant pas se concilier avec le texte de l'article 34 de la directive (UE) 2016/801, qui consacre des garanties procédurales pour le demandeur.

² Voir par exemple les articles 58, 8^o et 9^o, 61/10, § 1^{er}, 5^o et 6^o, et 61/33, 9^o et 10^o, de la loi du 15 décembre 1980.

Ainsi, l'article 34, paragraphes 1^{er} et 3, de la directive (UE) 2016/801 dispose :

« 1. Les autorités compétentes de l'État membre concerné adoptent une décision statuant sur la demande d'autorisation ou de renouvellement d'une autorisation et notifient par écrit leur décision au demandeur, conformément aux procédures de notification prévues par le droit national, le plus rapidement possible mais au plus tard dans un délai de 90 jours à compter de la date d'introduction de la demande complète.

[...]

3. Si les informations ou les documents fournis à l'appui de la demande sont incomplets, les autorités compétentes précisent au demandeur, dans un délai raisonnable, quelles informations complémentaires sont requises et fixent un délai raisonnable pour la communication de celles-ci. Le délai visé au paragraphe 1 ou 2 est suspendu jusqu'à ce que les autorités compétentes aient reçu les informations complémentaires requises. Si les informations ou les documents complémentaires n'ont pas été fournis dans les délais, la demande peut être rejetée ».

Il ressort de cette disposition que, si « la date d'introduction de la demande complète » constitue le point de départ du délai maximal de 90 jours pour la prise de décision par les autorités compétentes (paragraphe 1^{er}), son paragraphe 3 envisage expressément l'hypothèse où « les informations ou les documents fournis à l'appui de la demande sont incomplets », en prévoyant, d'une part, que le demandeur doit en être informé dans un délai raisonnable, d'autre part, que ces informations ou documents complémentaires peuvent être fournis dans un délai raisonnable et, enfin, que le délai visé au paragraphe 1^{er} est suspendu dans l'attente de ces informations et documents.

Au regard de la lecture combinée des paragraphes 1^{er} et 3 de l'article 34 de la directive (UE) 2016/801, la possibilité de compléter la demande dans un délai raisonnable doit par conséquent être offerte au demandeur.

Les articles 10 et 11 seront revus à la lumière de cette observation.

2. La même observation vaut, *mutatis mutandis*, pour les articles 17 et 18 de l'avant-projet (articles 61/13/12, § 2, alinéa 4, et 61/13/13, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, en projet).

Article 15

Au 3^o, les mots « au paragraphe 2, alinéa 1^{er}, le » seront remplacés par les mots « à l'alinéa 1^{er}, devenant le paragraphe 2, le ».

Article 18

Dans l'article 61/13/13, § 4, en projet, le renvoi à l'article 61/13/12 sera revu pour tenir compte de la subdivision de cet article en paragraphes.

Article 22

La modification apportée par le 3° ne se limitant pas à la version néerlandaise, elle ne s'articule pas correctement avec la phrase liminaire.

Le dispositif sera revu, par exemple de manière analogue à celui de l'article 25 de l'avant-projet.

*

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten ‘op de Raad van State’, gecoördineerd op 12 januari 1973, beperkt de afdeling Wetgeving zich, overeenkomstig artikel 84, § 3, van de gecoördineerde wetten, voornamelijk tot het onderzoek van de bevoegdheid van de steller van de handeling, de rechtsgrond[‡] en de vraag of de voorgeschreven vormvereisten zijn vervuld.

VOORAFGAANDE OPMERKING

Het voorliggende voorontwerp strekt voornamelijk tot gedeeltelijke omzetting van richtlijn (EU) 2021/1883 van het Europees Parlement en de Raad van 20 oktober 2021 ‘betreffende de voorwaarden voor toegang en verblijf van onderdanen van derde landen met het oog op een hooggekwalificeerde baan, en tot intrekking van Richtlijn 2009/50/EG van de Raad’. Zoals de gemachtigde heeft bevestigd, strekt het ook tot gedeeltelijke omzetting van richtlijn (EU) 2016/801 van het Europees Parlement en de Raad van 11 mei 2016 ‘betreffende de voorwaarden voor toegang en verblijf van derdelanders met het oog op onderzoek, studie, stages, vrijwilligerswerk, scholierenuitwisseling, educatieve projecten of au-pairactiviteiten (herschikking)’ en van richtlijn 2014/66/EU ‘van het Europees Parlement en de Raad van 15 mei 2014 ‘betreffende de voorwaarden voor toegang en verblijf van onderdanen van derde landen in het kader van een overplaatsing binnen een onderneming’.

Om na te gaan of een richtlijn juist en volledig is omgezet, moet een concordantietabel worden opgesteld met de artikelen van de richtlijn en de daarmee overeenstemmende artikelen van de omzettingstekst, en *vice versa*. Om te garanderen dat die controle doeltreffend kan worden gevoerd, is het van belang dat die tabellen - die in alle opzichten juist moeten zijn - worden gevoegd bij de adviesaanvraag die aan de afdeling Wetgeving wordt gericht.¹

De tabel die aan de afdeling Wetgeving is bezorgd, bevat echter fouten en beantwoordt dus maar gedeeltelijk aan die vereisten.

De tabel geeft de artikelen namelijk niet weer in de volgorde waarin ze zijn genummerd, ze is onvolledig en ze verwijst bijvoorbeeld niet naar het feit dat artikel 25 van het voorontwerp strekt tot omzetting van artikel 20 van richtlijn (EU) 2021/1883. Bovendien laat ze de richtlijnen (EU) 2016/801 en 2014/66/EU, die door het voorontwerp ook gedeeltelijk worden omgezet, onvermeld.

De omzettingstabel moet in overeenstemming met de hierboven aangehaalde principes worden herzien en aangevuld.

[‡] Aangezien het om een voorontwerp van wet gaat, wordt onder “rechtsgrond” de overeenstemming met de hogere rechtsnormen verstaan.

¹ *Beginnelsen van de wetgevingstechniek - Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, www.raadvst-consetat.be, tab “Wetgevingstechniek”, aanbevelingen 191 tot 194.

VOORAFGAANDE VORMVEREISTEN

Uit de uitleg van de gemachtigde blijkt dat er een nieuwe adviesaanvraag aan de Gegevensbeschermingsautoriteit is gericht, maar dat deze haar advies nog niet heeft gegeven.

Indien de aan de Raad van State voorgelegde tekst naar aanleiding van het vervullen van dat vormvereiste nog wijzigingen zou ondergaan die niet louter vormelijk zijn en evenmin het resultaat zijn van het gevolg dat aan dit advies gegeven wordt, moeten de gewijzigde of toegevoegde bepalingen op hun beurt om advies aan de afdeling Wetgeving worden voorgelegd overeenkomstig artikel 3, § 1, eerste lid, van de gecoördineerde wetten ‘op de Raad van State’.

BIJZONDERE OPMERKINGEN

Artikel 2

Er moet ook melding worden gemaakt van de richtlijnen (EU) 2016/801 en 2014/66/EU, die door het voorontwerp ook gedeeltelijk worden omgezet.

Artikel 6

Aan de gemachtigde is gevraagd of de machtiging die aan de Koning wordt verleend om bepaalde categorieën van vreemdelingen vrij te stellen van de verplichte inschrijving in de registers, uitsluitend betrekking heeft op vreemdelingen die meer dan drie maanden in België verblijven. De gemachtigde heeft het volgende geantwoord:

“Oui, uniquement dans le cadre d’un long séjour. Il faut par contre prendre en compte que dans le cadre du court séjour, le séjour n’est pas calculé par État membre mais pour toute l’Union. Une personne dès lors, qui réside dans chaque EM pendant max. 90 jours mais dont le séjour dans l’Union dépasse les 90 jours doit recevoir un Long Séjour dans un des EM. [...] Les deux autres exemples sont des catégories qui résident en Belgique pour plus de 90 jours mais qui sont très mobiles (autant en Belgique que qui voyagent souvent) et qui n’ont pas toujours d’adresse fixe en Belgique.”

Het zou nuttig zijn die informatie in de toelichting bij het artikel op te nemen.

Artikel 7

1. In de inleidende zin hoort niet te worden vermeld dat artikel 13 is “ingevoegd bij de wet van 15 december 2006”, maar wel dat het is “vervangen bij de wet van 8 juli 2011”.

2. In de bepaling onder 2° dient men te verwijzen naar “artikel 10*bis*, §§ 2 tot 6,” in plaats van naar “artikel 10*bis*, §§ 2-6”.

Dezelfde opmerking geldt voor de bepaling onder 5°.

Artikel 8

In de inleidende zin moeten de woorden “de wet van 21 november 2017” worden vervangen door de woorden “de wet van 19 maart 2014”.

Artikel 9

1. In de inleidende zin moeten de woorden “de wet van 21 augustus 2022” worden vervangen door de woorden “de wet van 18 juli 2025”.

2. Met het oog op de leesbaarheid van het dispositief moet de steller van het voorontwerp zich ervan vergewissen dat de begrippen “eerste lidstaat” en “tweede lidstaat” niet op een soortgelijke wijze horen te worden gedefinieerd als hetgeen momenteel voor de toepassing van bepaalde hoofdstukken is bepaald in de wet van 15 december 1980 ‘betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen’.²

Artikelen 10 en 11

1. Luidens het ontworpen artikel 61/1/9, § 2, tweede lid, moet “[d]e aanvraag (...) volledig zijn bij de indiening ervan”. Het ontworpen artikel 61/1/10, § 1, eerste lid, bepaalt dan weer het volgende: “Indien de aanvraag niet werd ingediend binnen de in artikel 61/1/9, § 1 bedoelde termijn, en/of indien de student niet alle documenten indient bedoeld in artikel 61/1/9, § 2, weigert de burgemeester of zijn gemachtigde, of naargelang de plaats waar de aanvraag werd ingediend, de minister of zijn gemachtigde, de aanvraag in overweging te nemen.”

Aan de gemachtigde is gevraagd wat de strekking van dat principe is ten aanzien van artikel 34, lid 3, van richtlijn (EU) 2016/801, en waarom niet is geregeld hoe de aanvrager in voorkomend geval kan worden verzocht de ontbrekende stukken binnen een redelijke termijn te bezorgen. De gemachtigde heeft het volgende geantwoord:

“Selon notre lecture, les directives européennes en matière de migration légale partent du principe d’un dossier complet (cf art. 34.1 in fine de la directive 2016/801 : ‘(...) à compter de l’introduction de la date de la demande complète’). Le paragraphe 3 de cet article, qui se réfère à la possibilité de compléter la demande, parle de suspension du délai pour prendre une décision, alors que ce dernier ne commence à courir qu’à partir du moment que la demande est complète. Cette disposition est transposée dans les articles 61/1/12, § 1^{er}, et 61/13/13, § 5, modifiés de la loi. Le fait qu’une demande est complète (c’est à dire que, pour chaque condition, une preuve a été ajoutée à la demande), ne veut en effet pas dire que plus d’informations ne sont pas nécessaire pour prendre une décision. Ceci vaut déjà pour les statuts qui suivent une procédure unique (travailleurs, saisonniers, travailleurs ICT, chercheurs, carte bleue, ...). À noter qu’il est actuellement envisagé de mettre en œuvre ce principe du dossier complet dès l’introduction de la demande dans d’autres statuts de séjour.”

² Zie bijvoorbeeld de artikelen 58, 8° en 9°, 61/10, § 1, 5° en 6°, en 61/33, 9° en 10°, van de wet van 15 december 1980.

Dat antwoord lijkt echter niet verenigbaar te zijn met de tekst van artikel 34 van richtlijn (EU) 2016/801, die in procedurele waarborgen voor de aanvrager voorziet.

Zo bepaalt artikel 34, lid 1 en lid 3, van richtlijn (EU) 2016/801 het volgende:

“1. De bevoegde instanties van de betrokken lidstaat nemen een besluit over de aanvraag voor een vergunning of voor verlenging ervan en stellen de aanvrager, overeenkomstig de nationale wettelijke kennisgevingsprocedures van de betrokken lidstaat, zo spoedig mogelijk en uiterlijk 90 dagen na de datum waarop de volledige aanvraag is ingediend, schriftelijk in kennis van hun besluit.

(...)

3. Indien de ter staving van de aanvraag verstrekte informatie of documentatie onvolledig is, delen de bevoegde instanties de aanvrager binnen een redelijke termijn mee welke aanvullende gegevens vereist zijn en stellen zij voor de verstrekking hiervan een redelijke termijn vast. De in de leden 1 en 2 bedoelde termijn wordt opgeschort totdat de autoriteiten de gevraagde aanvullende informatie hebben ontvangen. Indien de aanvullende informatie of documenten niet binnen de gestelde termijn worden verstrekt, kan de aanvraag worden afgewezen.”

Uit lid 1 van die bepaling volgt weliswaar dat de maximumtermijn van 90 dagen waarbinnen de bevoegde instanties een besluit nemen, ingaat op “de datum waarop de volledige aanvraag is ingediend”, maar lid 3 heeft uitdrukkelijk betrekking op het geval waarin “de ter staving van de aanvraag verstrekte informatie of documentatie onvolledig is”, en het bepaalt enerzijds dat de aanvrager daarover binnen een redelijke termijn moet worden geïnformeerd, anderzijds dat die aanvullende informatie of documentatie binnen een redelijke termijn kan worden bezorgd, en ten slotte dat de termijn die in lid 1 wordt bedoeld, wordt opgeschort in afwachting van die informatie en documentatie.

Uit de gecombineerde lezing van lid 1 en lid 3 van artikel 34 van richtlijn (EU) 2016/801 vloeit voort dat de aanvrager bijgevolg de mogelijkheid moet krijgen zijn aanvraag binnen een redelijke termijn te vervolledigen.

De artikelen 10 en 11 moeten in het licht van deze opmerking worden herzien.

2. Dezelfde opmerking geldt *mutatis mutandis* voor de artikelen 17 en 18 van het voorontwerp (ontworpen artikelen 61/13/12, § 2, vierde lid, en 61/13/13, § 1, eerste lid).

Artikel 15

In de bepaling onder 3° moeten de woorden “in paragraaf 2, eerste lid,” worden vervangen door de woorden “in het eerste lid, dat paragraaf 2 wordt,”.

Artikel 18

In het ontworpen artikel 61/13/13, § 4, moet de verwijzing naar artikel 61/13/12 worden herzien zodat rekening wordt gehouden met de indeling van dat artikel in paragrafen.

Artikel 22

Doordat de bepaling onder 3° een wijziging bevat die niet uitsluitend op de Nederlandse tekst betrekking heeft, sluit ze niet passend aan op de inleidende zin.

Het dispositief moet worden herzien, bijvoorbeeld naar analogie met artikel 25 van het voorontwerp.

LE GREFFIER – DE GRIFFIER

LE PRÉSIDENT – DE VOORZITTER

Anne-Catherine VAN GEERSDAELE

Bernard BLERO